

cuivre et de l'argent si nous nous décidons à adopter une politique nationale concernant ces produits miniers. Prenons seulement la question du cuivre. Je crois qu'il est constaté aujourd'hui que certaines compagnies de télégraphe et de téléphone ne peuvent pas construire leur ligne parce qu'il leur est impossible d'obtenir la qualité convenable de fil de cuivre. Nous sommes à la merci du grand monopole de fil de cuivre des Etats-Unis, tandis que si nous avions une politique nationale qui permettrait la production de ces choses dans notre pays, au lieu de laisser exporter notre minéral de cuivre et les autres produits de nos mines, nous serions indépendants de toutes les nations qui nous entourent.

Je saisis cette première occasion qui s'offre à moi de dire à l'honorable premier ministre que la défense qu'il a faite cet après-midi des scandales de la ville de London, savoir que le Parlement serait appelé à faire une loi à ce sujet, n'est pas suffisant. C'est le devoir du Gouvernement de mettre les lois en vigueur pour protéger la population du pays, et il ne peut les mettre en vigueur qu'en exigeant que celui qui a profité des crimes commis à London, sorte de la vie politique. Ces crimes ont été commis dans l'intérêt de l'honorable ministre des Travaux publics. Ils ont été commis pour sauver le parti libéral pendant une crise. L'ordre a été donné qu'à n'importe quel prix, il fallait que cette circonscription de London approuvât le bill d'autonomie. On a à dessein, j'en ai la conviction, refusé aux nouvelles provinces les moyens de contester les élections et la population de ces provinces n'avait aucun recours contre les actes corrupteurs et criminels connus pendant les élections. La même chose qui a eu lieu à London s'est produite dans les provinces de l'Ouest qui n'avaient aucun remède à leur disposition contre ce mal. Le Gouvernement avait besoin d'une approbation quelconque venant de la province d'Ontario et on a ordonné que, quel qu'en fût le prix, l'élection de London devait être gagnée afin de justifier le bill d'autonomie, et c'est pourquoi ces crimes ont été commis. Ce ne sont pas les auteurs de ces crimes que le pays tiendra responsables; mais ceux qui en ont profité.

M. THOMAS CHISHOLM (Huron-est) : Monsieur l'Orateur, je désire dire quelques mots au sujet de ce que je considère une omission dans le discours du trône. Je serai très bref. Ce qui m'encourage à parler ce soir ce sont les paroles que l'honorable député de Lambton-ouest (M. Pardee) a prononcées pour affirmer que l'on devrait accorder la première place aux intérêts agricoles du pays.

Je suis aussi encouragé par la déclaration de l'honorable premier ministre qui nous a dit que le Gouvernement ne se contentait pas du rôle de la mouche du coche, ce qui veut dire, je suppose, que le Gouvernement

M. W. F. MACLEAN.

peut s'il le veut, faire quelque chose pour les agriculteurs de l'Ontario. La question dont je veux parler et dont il n'est pas fait mention dans le discours du trône est celle de l'établissement d'entrepôts frigorifiques pour la protection et la conservation des produits périssables de la ferme pendant leur transport sur les marchés du monde. Il y a déjà près de deux ans que j'ai appelé l'attention de la Chambre sur la nécessité de l'établissement d'un service complet et effectif d'entrepôts frigorifiques propres à protéger les produits de la ferme contre les variations de la température dans les anciens districts agricoles de l'est du Canada. Je n'ai pas parlé de cette question pendant la dernière session, parce que je croyais que même un gouvernement libéral pourrait peut-être se décider à agir d'une manière conservatrice dans une entreprise qui nécessite une dépense importante d'argent. Mais lorsque je constate que cette année, au commencement de la troisième session de ce Parlement, aucune mention n'est faite de cette question dans le discours de Son Excellence, je crois que j'ai parfaitement le droit d'appeler dès maintenant l'attention du Gouvernement sur le sujet. Je crois, monsieur l'Orateur, qu'il n'y a pas de temps à perdre. Lorsque j'ai parlé de ce sujet dans la Chambre il y a deux ans, j'ai fait observer que l'est du pays ne pouvait pas soutenir la concurrence des terres gratuites et fertiles de l'Ouest, de sa production de grain énorme, et de l'élevage des bestiaux à bon marché dans les ranches. J'ai fait remarquer que le résultat naturel de tout cela était que les cultivateurs des provinces de l'Est se voyaient obligés de se consacrer de plus en plus à la fabrication du beurre et du fromage, à la culture des fruits et des tomates, à l'élevage de la volaille, etc. Les conditions n'ont pas été améliorées dans les anciens districts d'Ontario pendant les deux dernières années. Au contraire, la situation est devenue plus difficile. Nous sommes heureux certainement d'apprendre que l'Ouest progresse, mais nous savons aussi que l'Ouest nous enlève le meilleur de notre sang; il nous enlève nos jeunes gens et nos citoyens les plus énergiques qui emportent avec eux des centaines de mille dollars qu'ils placent là-bas dans les entreprises agricoles.

En présence de ces faits, il est absolument nécessaire d'agir. Les terres agricoles de l'est n'ont plus leur ancienne fertilité, et dans la concurrence que leur font les terres à bon marché de l'ouest, elles subissent une dépréciation très rapide en valeur. Elles sont difficiles à vendre; souvent il faut les hypothéquer pour aider les fils à aller s'établir dans l'ouest, tandis que les vieillards, les femmes, les garçons et les filles restent sur l'ancienne terre pour payer les dettes. L'industrie agricole dans l'est ne peut plus être conduite d'après les anciennes méthodes. Ceux qui restent sur la